

AVIS D'APPEL D'OFFRES

N° 000076 /AONO/MINEE/CIPM/2025 DU 27 JUN 2025 suivant autorisation
n°02266-25/L/MINMAP/SG/DGMAS/DMSPI/CE4/EEEL du 04 avril 2025 POUR LE
RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES (BET) DEVANT ASSURER LA
MAITRISE D'OEUVRE AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE TRIPHASEE
SUR L'AXE PONT SO'O – AKOAEMAN CENTRE

1- Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre du projet de construction de la ligne triphasée sur l'axe pont SO'O – AKOAEMAN centre. Le Ministère de l'Eau et de l'Energie lance un Appel d'Offres National ouvert pour le recrutement d'un bureau d'études techniques (BET) devant assurer la maîtrise d'œuvre lors de la construction de l'ensemble des ouvrages dudit projet.

le présent appel d'offres fait suite à l'autorisation d'exemption à la préqualification du MINMAP n°02266-25/L/MINMAP/SG/DGMAS/DMSPI/CE4/EEEL du 04 avril 2025

2- Consistance des Prestations

Dans le cadre de cette maîtrise d'œuvre, le bureau d'étude technique (BET) aura pour missions :

a. La direction de l'exécution du contrat des travaux :

Elle comporte toutes les actions nécessaires à la bonne conduite des travaux, notamment :

- validation des projets d'exécution ;
- transmission des ordres de service ;
- direction des réunions et production des comptes rendus et rapports ;
- contrôle des dispositions techniques ;
- vérification des situations et décomptes ainsi que proposition au Maitre d'Ouvrage pour liquidation ;
- assistance au Maitre d'Ouvrage pour l'arbitrage et règlement des litiges.

b. Ordonnancement, Pilotage et Coordination des chantiers (OPC) :

Elle comporte toutes les actions nécessaires à la bonne conduite des travaux, notamment :

- l'analyse et validation des tâches élémentaires ;
- la coordination entre les intervenants ;
- la vérification du chantier ;
- le suivi de l'entreprise ;
- l'assistance à la mise au point des avenants.

c. Assistance aux opérations de réception (AOR) :

Elle comporte les actions suivantes :

- *régulation de l'achèvement des travaux ;*
- *organisation des opérations de réception ;*
- *gestion de l'exercice des garanties par l'Entreprise et de la levée des réserves ;*
- *élaboration des dossiers des travaux exécutés.*

d. Renforcement des capacités et transfert de compétences ;

e. le reporting périodique au Maître d'Ouvrage et l'archivage physique et numérique de l'ensemble des documents liés à la mise en œuvre du projet.

Le détail des différentes missions sont spécifiées dans les Termes de références.

3 - Tranches/Allotissement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres se feront en un seul lot.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4 - Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations est de : **77.000.000 (soixante-dix-sept millions)**

5 - Délai d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de 13 mois calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6 - Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à BET (Bureau d'Etudes Techniques) et Entreprises de droits Camerounais ayant une expérience avérée dans le domaine des Etudes, Contrôle et des Maîtrise d'œuvre.

7 - Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par Fonds de Développement du Secteur de l'Electricité (FDSE) Exercice 2025 imputation budgétaire n°59 B0 137 01 220021 524112

8 - Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

9 - Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission , acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à : **1.500.000 (Un million cinq cent mille).**

et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. *L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.* Une caution de soumission produite mais

n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10 - Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Ministère de l'Eau et de l'Energie aux heures ouvrables Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3^{ème} étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N°3T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 23 00 13, dès publication du présent avis

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique fixé par le maître d'ouvrage (à préciser).

11 - Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être obtenu au Ministère de l'Eau et de l'Énergie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3^{ème} étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N°3T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 23 00 13, dès publication du présent avis contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de Cinquante Mille (50 000) F.CFA, représentant les frais d'achat du dossier.

Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète. (B.P., Fax, e-mail, Téléphone, etc.).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12 - Remise des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais devront être déposées sur la plateforme COLEPS (<https://www.marchespublics.cm>), au plus tard le 20/06/2025 à 14 heures précises.

Dans le cadre de cet appel d'offres les offres sont uniquement déposées en ligne. Bien vouloir consulter la procédure de soumission en ligne en annexe du présent DAO

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 05 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

Pour la soumission en ligne : l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS dans le délai fixé au présent article.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

13- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres .

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14 - Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le... 22 mai 2025 à...15 heures précises dans la salle de la Commission de Passation des Marchés du Ministère de l'Eau et de l'Energie sise à Mvog Ada

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80 seront ouvertes à..... par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15 - Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels¹ Etant entendu qu'un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

15.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les

critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

- Absence du cautionnement de soumission timbrée aux tarifs en vigueur, acquittée à la main, assorti du précipice de consignation délivré par la CDEC à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission);
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années (dans l'offre technique) ;
- Non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Présence des informations financière dans l'offre administrative et technique ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Absence de l'offre financière témoin ;
- Absence de la clé de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEP'S ;
- Non acceptation du CCAP et du CCTP paraphé, daté et signé.

15.2-Critères essentiels²

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères à respecter.

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur:

- Présentation générale de l'offre : **02 points** ;
- Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires : **25 points** ;
- Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR : **25points** ;
- Qualification et compétence des experts : **30 points** ;
- Solvabilité et capacités financières : **08 points** ;
- Le matériel nécessaire : **10 points**.

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, pour chaque lot, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers et ou esthétiques.

17. Nombre maximum de lot :

Un candidat peut soumissionner pour le seul lot unique.

18- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant [indiquer la durée entre 60 et 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19- Renseignements complémentaires

Pour toutes informations complémentaires relatives au présent Appel d'Offres, les BETs intéressées peuvent s'adresser soit à la DAG/Service des Marchés Publics du MINEE Tél : 222 22 61 83 ou à la Direction de l'électricité.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics(MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48,

Copies:

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Maître d'Ouvrage
- Président CIPM concerné
- Affichage chrono

Yaoundé le, 27 JUIL 2025

Ministre de l'Eau et de l'Energie
(Maître d'Ouvrage)



G. Essomba
Gaston Essomba

NOTICE OF CALL FOR TENDERS

No. 0000075 /AONO/MINEE/CIPM/2025 OF 27 JUN 2025

FOR THE RECRUITMENT OF A TECHNICAL DESIGN OFFICE (BET) TO PROVIDE PROJECT MANAGEMENT FOR THE CONSTRUCTION WORKS OF THE THREE-PHASE LINE ON THE SO'O BRIDGE – AKOAEMAN CENTRE AXIS

Purpose of the Call for Tenders

As part of the project of construction of the three-phase line on the SO'O bridge – AKOAEMAN center axis The Ministry of Water and Energy is launching an open National Call for Tenders for the recruitment of a technical design office (BET) to ensure project management during the construction of all the works of the said project.

This call for tenders follows the authorization of MINMAP n°02266-25/L/MINMAP/SG/DGMAS/DMSPI/CE4/EEEL of April 4, 2025

Consistency of Services

As part of this project management, the technical design office (BET) will have the following missions:

1- Management of the execution of the works contract:

It includes all the actions necessary for the proper conduct of the work, in particular:

- validation of execution projects;
- transmission of service orders;
- management of meetings and production of minutes and reports;
- control of technical provisions;
- verification of situations and statements as well as proposal to the Project Owner for liquidation;
- assistance to the Project Owner for arbitration and dispute resolution.

2- Scheduling, Management and Coordination of construction sites (OPC):

It includes all the actions necessary for the proper conduct of the work, in particular:

- analysis and validation of elementary tasks;
- coordination between stakeholders;
- site inspection;
- company monitoring;
- assistance in finalizing amendments.

3- Assistance with reception operations (AOR):

It includes the following actions:

- regulation of the completion of works;
- organization of reception operations;
- management of the exercise of guarantees by the Company and the lifting of reservations;

- *preparation of files of work carried out.*

- 4- Capacity building and skills transfer;
- 5- periodic reporting to the Project Owner and physical and digital archiving of all documents related to the implementation of the project.

The details of the various missions are specified in the Terms of Reference.

Tranches/Allotments

The services covered by this Call for Tenders will be provided in a single lot.

The consistency of these services is detailed in the Terms of Reference (TOR) of this DAO.

Estimated cost

The estimated cost of the services per lot is: 77,000,000 (seventy-seven million)

Estimated time of execution

The maximum period provided by the Project Owner for the completion of the services covered by this call for tenders is 12 calendar months.

This period runs from the date of notification of the service order to begin the services.

Participation and origin

LParticipation in this call for tenders is open to [specify, where applicable, the quality of the service providers concerned, where applicable] or is restricted [specify the list of prequalified candidates or companies selected within the framework of a categorization].

Funding

THThe services covered by this call for tenders are financed by the Electricity Sector Development Fund (FDSE)2025 imputation budget no.59 B0 137 01 220021 524112

Submission method

The submission method chosen for this consultation is online. However, when both options are open, the bidder cannot use both online and offline modes.

Bid bond

Each bidder must attach to its administrative documents a bid bond, paid by hand, issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement and listed in Exhibit 14 of the DAO, the amount of which is [indicate the fixed amount in FCFA for each lot where applicable; it is at most equal to 2% of the estimated cost including all taxes (TTC) of One million fifty thousand (1 500 000) FCFA the contract in accordance with the decree in force] and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the offers. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement, will result in the outright rejection of the offer. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

Consultation of the Call for Tenders Document

The physical file can be consulted free of charge at the Ministry of Water and Energy during business hours. General Affairs Department, Public Procurement Service, 3rd floor of the TOUR Ministerial Building No. 1 door No. 3T12, BP 70 Yaoundé, Tel: 222 23 00 13, upon publication of this notice

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the following

BT

addresses: <http://www.marchespublics.cm> And <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.arpmp.cm) or on any other means of electronic communication set by the project owner (to be specified).

Acquisition of the Call for Tenders Documents

The Call for Tenders Document (DAO) can be obtained from the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Procurement Service, 3rd floor of the TOUR Ministerial Building No. 1 door No. 3T12, BP 70 Yaoundé, Tel: 222 23 00 13, upon publication of this notice against presentation of a receipt for payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of Fifty Thousand (50,000) CFA francs, representing the cost of purchasing the file.

When withdrawing the DAO, bidders must register by leaving their full address (PO Box, Fax, email, Telephone, etc.).

It is also possible to obtain the electronic version of the DAO by free download at the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the DAO purchase fee.

Submission of offers

Tenders written in French or English must be submitted on the COLEPS platform (<https://www.marchespublics.cm>), no later than 4th January 2025 at 2 p.m. sharp.

As part of this call for tenders, offers are only submitted online. Please consult the online submission procedure in the appendix to this tender document.

The maximum sizes of documents that will be transmitted on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 05 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 05 MB for the Financial Offer.

Accepted formats are:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate will ensure the use of compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

For online submission: the offer must be submitted by the bidder on the COLEPS platform within the time limit set out in this article.

A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the above statement within the time limits.

Tenders received after the submission deadline will be deemed inadmissible..

Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The following will not be accepted by the Project Owner:

- the envelopes bearing the information on the identity of the bidders,
- the folds received later on the filing deadline dates and times.
- folds without indication of the identity of the Call for Tenders;
- folds that do not comply with the submission method.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Tender Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of the bid bond issued by an organization or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the models of the documents in the Tender Documents will result in the outright rejection of the offer without any recourse.. A tender bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent. A tender bond presented by a tenderer during the bid opening session is inadmissible.

For the case of the Restricted Call for Tenders (opening in 02 stages): it should be noted that in addition to the number of copies of the financial offer required, the tenderer is required to present a copy of this financial offer, in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such, and intended for the body responsible for regulating Public Procurement for conservation. Failure to present this sample offer will render the offer of the candidate concerned inadmissible, as soon as the bids are opened by the Public Procurement Commission.

Opening of the bids

The opening of the bids is done in two stages,

Opening of administrative documents and technical offers will take place on..... 22 April 2025 [To be specified] at...3 p.m. sharp in the room of the Procurement Commission of the Ministry of Water and Energy located in Mvog Ada

Only the financial offers of bidders who have obtained the qualifying technical score of 70 will be opened to... [To be specified] by the same Commission and in the same room at a later date after publication of the results of the technical evaluation.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or in copies certified by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of the tenders or have been established after the date of signature of the notice of call for tenders.

In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

[The opening of the counting session must take place no later than one hour after the deadline for receipt of offers set out in the Call for Tenders Documents].

Evaluation criteria

[The evaluation criteria are made up of two types: elimination criteria and essential criteria.³ It being understood that a criterion cannot be both eliminatory and essential].

15.1-Elimination criteria

The elimination criteria set the minimum conditions to be met in order to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. They do not require rating. Failure to meet these criteria will result in the rejection of the bidder's offer.

These include:

- The absence of the bid bond when opening the bids;
- Failure to produce, within 48 hours of the opening of the bids, a document from the administrative file deemed non-compliant or missing (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent maneuvers or falsified documents;
- with a technical score of less than 80 points out of 100;
- *The absence of a declaration on honour of non-abandonment of contracts over the past three years;*
- *failure to comply with the file format of offers for online submissions;*
- The absence of the categorization certificate where applicable;
- The absence of a quantified unit price in the financial offer;
- The absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE);
- the absence of the dated and signed integrity charter;
- the absence of the dated and signed declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses;
- Absence of a back-up copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform

NB: Depending on the specific nature of the service, other relevant criteria may be added when preparing the tender documents.

15.2-Essential criteria⁴

The so-called essential criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of candidates to perform the services that are the subject of the call for tenders. These must be determined based on the nature and consistency of the services to be performed.

It is appropriate to formally specify the conditions for validating a criterion based on the number of sub-criteria to be met.

The technical offers will be evaluated out of one hundred (100) points according to the essential criteria which will include, for information purposes, the following:

- the general presentation of the offer;
- Bidder's Reference in the performance of similar services;
- The proposed methodology is in line with the TDR;
- Qualification and competence of experts;
- Solvency and financial capacity;
- Necessary equipment (if applicable)

The essential criteria and sub-criteria are detailed, for each lot, in the Special Regulations of the Call for Tenders (RPAO).

NB:

- In the event of pre-qualification of national companies through categorization, they are exempt from producing in their technical file the documents listed in article 13.1.b1 of the technical envelope of the RPAO.
- Any public official listed among the staff of a bidder and who has not presented all the documents likely to justify his release from the Administration, will be considered invalid.

⁴Specify the methods for validating essential criteria based on the number of sub-criteria met

Attribution

[The Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority will award the contract to the tenderer presenting the highest evaluated offer by combination of technical, financial and/or aesthetic criteria.

17. Maximum number of lots:

A candidate may bid for one or more lots, but may not be awarded more than 2 lots.

In the event that a bidder is the highest bidder for more than 03 lots, the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority will award him the 02 lots from his preference list specified in the financial offer according to the conditions specified in the RPAO.

Validity period of offers

Bidders remain bound by their bid for [indicate duration between 60 and 90 days from the initial deadline set for submission of bids.

Additional information

For any additional information relating to this Call for Tenders, interested engineering firms can contact either the DAG/Public Procurement Service of MINEE Tel: 222 22 61 83 or the Electricity Department.

20. Fight against corruption and bad practices

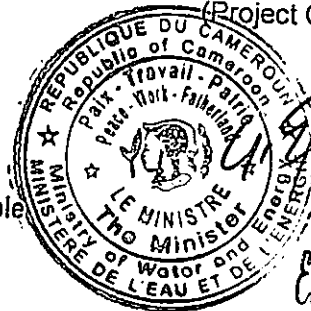
For any denunciation of practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at number 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48,

Yaounde on, 27 08 2020

The Minister of Water and Energy
(Project Owner)

Copies:

- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner or MOD concerned where applicable
- CPM President concerned
- CCCM Presidents, if applicable;
- Chrono display



Eloundou Essomba Gaston